

Alessandro Jedlowski et Étienne Smith (dir.)

Les toiles du politique

Médias sociaux, activisme
et entrepreneuriat
des diasporas africaines

LES AFRIQUES

KARTHALA



Les toiles du politique

Alessandro Jedlowski et Étienne Smith

Médias sociaux, activisme et entrepreneuriat
des diasporas africaines

Le monde contemporain est marqué par une mobilité et une interconnexion globales sans précédent. Les innovations technologiques récentes ont rendu les barrières à cette mobilité plus poreuses, transformant les médias électroniques en points d'articulation incontournables des flux globaux.

Cet ouvrage explore les espaces publics diasporiques, interactifs et turbulents, créés par les médias sociaux. Il analyse comment le politique à l'ère du numérique se reconfigure en forme de toile, transcendant les frontières traditionnelles de la nation. Les diasporas africaines en Europe illustrent cette dynamique à travers leurs formes de participation politique et d'entrepreneuriat culturel.

À travers une approche qualitative, combinant l'analyse des contenus à l'ethnographie en ligne et hors ligne, ce livre met en lumière la complexité et la fluidité des pratiques qui façonnent des communautés transversales et transnationales, allant de l'hyper local au panafricain. Une lecture essentielle pour saisir les nouvelles configurations du politique à l'ère numérique.

Alessandro Jedlowski est maître de conférences en sociologie politique à Sciences Po Bordeaux et membre du laboratoire « Les Afriques dans le monde ». Anthropologue de formation, il s'intéresse principalement aux dynamiques politiques et économiques des médias africains, en Afrique et à travers la diaspora.

Étienne Smith est maître de conférences en science politique à Sciences Po Bordeaux et membre du laboratoire « Les Afriques dans le monde ». Il travaille sur le vote des diasporas, l'histoire politique du Sénégal et l'histoire de l'éducation en contexte colonial.

Ont également contribué à cet ouvrage : Gilles Balizet, Victoria Bernal, Elisa Dainelli, Étienne Damome, Andrea Guida, Roger Esson Nguessan, Chiara Pilotto, Katrien Pype, Étienne Sossou, Joël Todo-Alipiu.

LES AFRIQUES



COLLECTION DIRIGÉE PAR RICHARD BANÉGAS

LES AFRIQUES

La collection « Les Afriques » accueille des ouvrages traitant des sociétés politiques et économiques en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord. Ouverte à des travaux issus de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, notamment de l'économie politique et de la sociologie historique du politique, elle met l'accent, selon une démarche pluridisciplinaire, sur le va-et-vient nécessaire entre les données de terrain et les réflexions théoriques.

Renouveler les approches et les méthodologies de l'analyse comparée et, ce faisant, aider à produire un autre regard sur les mutations du politique et de l'économique au Sud comme au Nord, telle est l'ambition de cette collection.

Alessandro Jedlowski
et Étienne Smith (dir.)

Les toiles du politique

Médias sociaux, activisme
et entrepreneuriat des diasporas
africaines

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

Cet ouvrage a bénéficié d'un cofinancement de la Région Nouvelle-Aquitaine et de l'Institut français, dans le cadre du projet de recherche « Citoyennetés actives des diasporas africaines en France (CITADAF) 2020-2024 »

INTRODUCTION

LA TOILE, LE POLITIQUE ET LES MONDES DIASPORIQUES AFRICAINS EN EUROPE : QUELS ESPACES PUBLICS DIASPORIQUES ?

Alessandro Jedlowski et Étienne Smith

Le monde contemporain est caractérisé par un niveau sans précédent de mobilité et d'interconnexion à l'échelle globale. Si pendant longtemps cette mobilité a été « généralement cartographiée en termes linéaires, avec des coordonnées claires entre le centre et la périphérie et des itinéraires axiaux définissables, la phase actuelle peut être mieux décrite comme un mouvement turbulent, fluide mais structuré, avec des mouvements multidirectionnels et des trajectoires réversibles » (Papastergiadis 2000: 7)¹. Les barrières et les obstacles à la mobilité matérielle des personnes et des objets continuent évidemment à exister : ils prolifèrent et s'hétérogénéisent (Mezzadra et Neilson 2013: 3). Mais les innovations technologiques introduites au cours des deux dernières décennies, notamment dans le champ de la communication, ont rendu ces barrières plus poreuses et fluides, tout en les transformant en point d'articulation incontournable des flux globaux contemporains (*ibid.*). Dans ce contexte, les médias électroniques « relient de plus en plus les producteurs et les publics au-delà des frontières nationales, et à mesure que ces publics eux-mêmes entament de nouvelles conversations entre ceux qui bougent et ceux qui restent, nous assistons à l'émergence d'un nombre croissant d'espaces publics diasporiques » (Appadurai 1996: 22, cité dans Kperogi 2019).

1. Ici et ailleurs dans le texte les citations de l'anglais sont traduites par les auteurs.

La nature de ces espaces publics est liée aux spécificités technologiques des médias utilisés pour communiquer (voir le chapitre de Jedlowski dans ce volume). Historiquement, à l'époque des médias analogiques (radios, journaux, chaînes de télévision, etc.), les créateurs et les consommateurs de ces médias « ne faisaient guère plus que les déployer principalement pour négocier leur identité d'exilés volontaires et involontaires, promouvoir la solidarité et nourrir les mémoires nationales collectives » (Kperogi 2019: 9). Par contre, à l'époque du Web (ou mieux, de la *toile*), et des plateformes de médias sociaux qui en sont la manifestation la plus contemporaine, les espaces publics produits par le déploiement et l'utilisation de ces technologies de communication sont inévitablement beaucoup plus interactifs, interconnectés et, pour reprendre les termes de Papastergiadis cités plus en haut, « turbulents ».

C'est bien vers l'étude de ces espaces publics en réseaux, et des toiles qu'ils tissent, que cet ouvrage collectif s'oriente. Nous proposons ici de parler de « toiles du politique » en référence aux travaux de Victoria Bernal et à son analyse des transformations de la nation à l'époque des médias sociaux, avec l'avènement de ce qu'elle appelle la « nation comme réseaux » (*nation as network*) (Bernal 2014). Bernal suggère que, dans ce contexte, la nation n'est plus contenue par ses frontières, mais elle se dilate et se rétrécit, s'ouvre et se referme suivant l'oscillation des modalités de participation politique de ses membres, où qu'ils résident, dans une configuration dictée par leurs interactions en réseaux. Cette transformation produit une nouvelle configuration du politique², difficile à encadrer dans des définitions classiques du politique, qu'elles privilégient son expression par le haut ou par le bas, par des canaux institutionnels ou par des expressions citoyennes et spontanées. Nous observons ici plutôt une configuration qui prend la forme de la toile (le *web*), qui en est l'infrastructure porteuse principale, et qui connecte donc le haut et le bas, l'extérieur et l'intérieur, l'institutionnel et le citoyen de manière imprévisible et discontinue, sur la base d'une géographie de points nodaux en perpétuelle évolution. Une telle proposition théorique ne se traduit pas dans une réduction de notre compréhension du politique à l'ère du numérique à une vision techno-déterministe à la Harold Innis (1951). Toutefois, elle reconnaît l'influence incontournable de l'innovation des technologies de communication sur la manière dont le politique se produit et se manifeste dans le monde contemporain. Comme la suite de cette introduction le montre, en raison de leur mobilité

2. Nous adoptons ici une définition extensive du politique, inspirée des travaux de Bayart (1981) et Martin (2002).

et interconnexion, les diasporas sont dans ce cadre un objet d'étude particulièrement fertile.

À l'exception des chapitres de Victoria Bernal et Katrien Pype, qui présentent ici la version française de deux textes qui ont marqué les études sur la relation entre médias sociaux et diasporas africaines, les chapitres qui constituent cet ouvrage sont le résultat d'un projet de recherche collectif, mené sous notre direction entre 2020 et 2023, et visant à analyser les formes de participation politique et d'entrepreneuriat culturel à travers lesquelles les diasporas africaines en France et en Italie s'engagent dans la vie publique de leurs communautés d'accueil ainsi que de leurs pays d'origine. Ici, le terme de citoyenneté a été utilisé dans sa définition la plus extensive, comme « avoir part au fait de gouverner et d'être gouverné » (Rancière 2000), une définition qui considère que la citoyenneté n'est pas qu'un statut ou une appartenance, mais une forme de subjectivation politique, un ensemble de pratiques, d'« arts de faire » société et de créer du lien social (Certeau 1990; Neveu 2003)³.

La littérature sur les engagements citoyens des diasporas à travers les nouveaux médias est vaste et variée (voir le chapitre de Damome, Sossou et Todo-Alipiu pour une revue de cette littérature). S'il existe des points de vue opposés quant aux potentialités émancipatrices et réformatrices de l'activisme en ligne (Pype 2021), il est évident que « les technologies [numériques] imprègnent sans relâche l'ensemble du tissu des sociétés modernes à tous les niveaux » (Kperogi 2019: 2): la toile constitue ainsi l'un des lieux incontournables du politique dans le monde contemporain (Highfield 2017). Dans ce cadre, cette recherche adopte une définition large du cyberactivisme, à même d'inclure les formes d'engagement aux contenus politiques plus explicites aussi bien que des formats plus ambigus et nuancés, qui se situent au croisement entre engagement citoyen, commentaire politique et entrepreneuriat numérique. En raison de la prolifération de nouvelles plateformes numériques, en effet, l'espace virtuel se décline aujourd'hui de manière de plus en plus diversifiée, avec des réseaux sociaux qui mettent en avant des contenus visuels, d'autres qui mettent l'accent sur des messages brefs et incisifs, d'autres encore qui insistent sur des formes de langage multimodales, ouvrant ainsi un large éventail de nouvelles possibilités communicatives. Dans ce contexte, pour les membres politiquement actifs des diasporas africaines, l'espace numérique n'est plus seulement

3. Le projet de recherche « Citoyennetés actives des diasporas africaines en France (CITADAF) » a été mené dans le cadre des activités de la Chaire Diasporas africaines du laboratoire Les Afriques dans le Monde de Sciences Po Bordeaux. Il a été cofinancé par la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Institut français.

un espace d'expression politique mais aussi une avenue pour la création d'opportunités économiques inédites. Les comptes X (ex-Twitter) ou Facebook de leaders politiques et des associations diasporiques qui militent pour des causes spécifiques (voir les chapitres de Esson, de Dainelli et de Guida) côtoient et s'entremêlent désormais avec des comptes Instagram et TikTok ou des chaînes YouTube mises en place par des influenceurs et des artistes diasporiques qui développent un discours politique tout en expérimentant des modèles d'entrepreneuriat numérique à même de leur garantir un retour économique et une certaine forme de célébrité (voir les chapitres de Balizet et de Jedlowski).

Cet ouvrage collectif veut donc analyser la complexité de ce paysage multiforme, en s'appuyant sur des recherches qui combinent l'ethnographie numérique et l'analyse qualitative des contenus et des commentaires qu'ils provoquent en ligne avec l'observation participante au sein de groupes diasporiques africains résidant en Europe. Dans ce sens, cet ouvrage veut mettre au centre de sa démarche une approche résolument qualitative, qui analyse les contenus et les activités politiques des membres des diasporas africaines qui ont lieu sur Internet en tant que pratiques culturelles qui existent à la croisée des sphères «on-line» et «off-line» (voir les chapitres de Bernal et de Pype en particulier).

L'ouvrage inclut des chapitres se concentrant sur l'étude des diasporas africaines dans différents contextes européens pour donner une dimension comparative à notre discussion, et pour reconnaître la nature intimement transnationale des interactions ayant lieu en ligne. Ces interactions créent des communautés transversales qui peuvent se rétrécir et s'étendre selon les contingences observées, façonnant des publics qui, loin d'être contenus par la définition politiquement ambiguë de «médias communautaires» (Dhume 2010; Dufoix 2016), vont de l'hyper local au transnational, de l'ethnique à l'universel, du national au panafricain, selon les nécessités et les opportunités de chaque interaction spécifique. Cette fluidité et malléabilité est d'ailleurs implicite au concept même de diaspora, dont l'utilisation dans le contexte des études traitant des présences «noires» en France est relativement tardive par rapport aux pays anglophones, pour des raisons liées à la fois aux spécificités du débat académique français et aux controverses autour de la définition même de ce qui constitue une diaspora (Gueye 2006; Chivallon 2006; Dufoix 2011). On voit bien cette fluidité, par exemple, dans les mots de la sociologue Ien Ang, qui définit les diasporas comme «étant fondamentalement et inévitablement transnationales, articulant constamment le local et le global, l'ici et le là-bas, le passé et le présent» (Ang 1993: 13, cité dans Dufoix 2011, traduction de l'auteur), et

impliquant à fortiori une « relation problématique entre le lieu d'où l'on vient et le lieu où l'on se trouve » (Dufoix 2011 : 408). Toutefois, comme l'indique Dufoix, cette définition, commune à une partie de la littérature sur les diasporas des années 1990 et 2000, présente la limite de figer les diasporas dans une position politique antinationaliste, souvent démentie par les études empiriques. Plus ouverte est la définition d'auteurs comme Paul Gilroy (1993) ou Stuart Hall (1990) selon lesquels « l'identité nationale ne s'inscrit pas dans un espace binaire mais ternaire, les revendications de la diaspora se déployant à la fois contre les normes de l'État-nation et contre les revendications des peuples indigènes : sa logique n'est ni autochtone ni nationale, mais elle se fonde sur l'articulation des deux *via* la question du déplacement. Il s'ensuit que les diasporas ne sont pas nécessairement antinationalistes, mais qu'elles ne pourraient pas être exclusivement nationalistes » (Dufoix 2011 : 413). La diaspora n'est ainsi « ni une nostalgie d'un là-bas disparu ni le refus de l'ici, mais bien la co-présence d'ici et de là-bas dans le cadre d'une temporalité antitéléologique » (*ibid.* ; voir aussi Clifford 1997). Dans le cadre de notre projet, nous nous sommes ainsi orientés vers l'utilisation d'une définition large et inclusive du terme qui, tout en prenant en considération les réflexions que l'on vient de citer, considère la diaspora comme un terme qui « renvoie simultanément à un processus, à une condition, à un espace et à un discours : les processus continus par lesquels une diaspora est créée, défaite et refaite ; les conditions changeantes dans lesquelles elle vit et s'exprime ; les lieux où elle est façonnée et imaginée ; et les perspectives différentes à partir desquelles elle est étudiée et débattue » (Zezeza 2005 : 41).

Au-delà de l'utilisation de ce terme et des débats théoriques qu'il provoque, il est important ici, avant de présenter le contenu des différents chapitres qui composent cet ouvrage, de revenir brièvement sur l'histoire des études sur les diasporas africaines en France, d'une part, et sur les débats théoriques autour des remises sociales et politiques de la migration, d'autre part, pour ainsi éclairer les propositions faites dans cet ouvrage autour de la notion de citoyenneté active, d'espace public et de médias diasporiques.

LA SOCIOLOGIE DES COMMUNAUTÉS D'ORIGINE OUEST-AFRICAINE EN FRANCE

Malgré l'importance et l'actualité des enjeux concernant les diasporas africaines en France, les travaux sont dispersés ou compartimentés par disciplines. Il n'existe par exemple pas de travail d'ensemble depuis la synthèse de Pap Ndiaye (2008) sur la « condition noire » en France

et son équivalent en langue anglaise (Thomas 2006). Les travaux en histoire ont permis de mieux connaître les présences africaines dans la France de la première moitié du ^{xx}^e siècle, des élites politiques, estudiantines ou littéraires aux dockers et ouvriers du Havre, Marseille ou Bordeaux (Dewitte 1985 ; Jules-Rosette 2000 ; Blanchard, Deroo et Manceron 2001 ; Peabody et Stovall 2003 ; Edwards 2003 ; Noël 2006 ; Tardieu 2006 ; Chathuant 2009 ; Boittin 2009 ; P. Blanchard 2011 ; Semley 2020). De leur côté, les études socio-anthropologiques sur l'immigration subsaharienne post-coloniale ont généralement porté sur l'associationnisme des migrants subsahariens, en particulier maliens et sénégalais (Dubresson 1975 ; Quiminal 1991 et 1997 ; Timera 1996 ; Daum 1998 ; Bernard *et al.* 2013 ; Gary-Touunkara 2023). L'entrée privilégiée a souvent été celle du lieu de travail ou du foyer de travailleurs des années 1970 (Diarra 1968 ; J.-P. Ndiaye 1970 ; UGTSF 1970 ; Samuel 1978 ; Barou 1978 ; pour un réexamen récent de cette question voir Mbodj-Pouye 2016). À partir des années 1980, l'intérêt de la recherche s'est progressivement aiguisé autour des figures de petits commerçants, formels et informels, et plus généralement la question de « l'entrepreneuriat ethnique » (Salem 1981 ; Diop 1990 ; Ebin 1993 ; Ma Mung 1994 ; Bertoncello et Bredeloup 2004 ; Ma Mung 2006 ; Garnier 2008) interrogeant plus largement les figures et imaginaires de « l'aventurier » (Bredeloup 2008 ; Schmitz 2008). Puis à mesure que ces figures de la migration ont pris racine, que le regroupement familial s'est développé et la féminisation de la migration s'est opérée à partir des années 1990, l'étude des recompositions résidentielles, familiales et conjugales (Poiret 1998), la féminisation (M. Blanchard 2011 ; Feldman 2018), le vieillissement, la transmission intergénérationnelle et l'émergence des « deuxième » et « troisième générations » sont devenus des sujets de recherche importants (Garnier et Timera 2010 ; Beauchemin et Grysole 2013). À signaler, en outre, la multiplication de récits de vie de migrants subsahariens à la première personne ou sous forme d'entretiens, qui ont permis de faire émerger des biographies singulières et des sujets migrants auteurs de leur histoire (Dia et Colin-Noguès 1982 ; Tou Konaré 2002 ; H. Soukouna 1991 ; Cissé 1999 ; Diakité et M'Dela-Mounier 2008 ; Soumaré 2002). La « parole immigrée » (Dedieu 2012) est ainsi progressivement devenue un objet d'étude, sous l'angle de l'activisme politique et des mobilisations dans l'espace public, militantes, estudiantines et syndicales d'abord (Gueye 2006 ; Germain 2008 ; Blum 2016 ; Dedieu & Mbodj-Pouye 2018 ; Hendrickson 2022) mais aussi autour de la cause des sans-papiers (Siméant 1998 ; Le Courant 2022). Les migrations étudiantes subsahariennes ont aussi fait l'objet d'études historiques ou sociologiques (Guimont 1985 ; Renaudat 1998 ; Gueye 2001 ; Bréant 2018 ; Blum 2022). Enfin, plus récemment, les enquêtes

sur les dynamiques religieuses, tant chrétiennes que musulmanes, des diasporas africaines se sont accumulées, soulignant l'invisibilisation de ces pratiques ou représentations au sein d'un islam de France majoritairement maghrébin et turc, ou de la religion catholique traditionnellement dominante (Schmitz 2014; Smith 2014; Bava 2017; Galonnier et Timera 2019)⁴.

Malgré la multiplication de travaux et monographies, qui ont montré la diversification des flux et des profils migratoires en provenance d'Afrique subsaharienne⁵, cette complexité n'est pas toujours perçue par l'opinion publique qui conserve une perception stéréotypée de ces migrations comme étant principalement le fait d'individus issus de milieux populaires ruraux et peu scolarisés. Tout se passe comme si les personnes d'origine subsaharienne disparaissaient des « radars » médiatiques et parfois aussi scientifiques dès lors qu'elles ne font plus « communauté » par l'unité de lieu résidentielle telle que le foyer de travailleurs – qui ne concerne qu'une catégorie de migrants – et entrent dans des trajectoires de mobilité sociale ascendante, de réussite économique et sociale. Si quelques études ont montré la voie ces dernières années (Dedieu 2004; Bourgouin 2011; Lesourd 2012)⁶, on manque en effet de travaux d'ampleur sur les élites économiques, sociales et politiques d'origine africaine, comme il en existe par exemple pour la « beurgéoisie »⁷. Ce sont ces trajectoires sociales de « banalisation », d'« invisibilisation », d'intégration socio-économique dans les classes moyennes et d'intégration politique locale qu'il convient plus que jamais d'interroger pour dresser un tableau sociologique à la fois plus complet et plus complexe. D'autant que ces catégories sociales sont particulièrement actives politiquement et dans l'espace public diasporique en ligne.

4. Pour replacer ces cas subsahariens dans une comparaison d'ensemble, voir Brouard et Tiberj (2005); Simon et Tiberj (2012).

5. Les travaux et bilans démographiques par communautés ou pays d'origine sont trop nombreux pour être cités ici. Pour un travail de synthèse récent voir C. Beauchemin (2020). Pour un tableau d'ensemble et une comparaison des membres des diasporas subsahariennes avec les autres régions d'origine, voir la synthèse de l'enquête *Trajectoires et origines* de l'INED (Beauchemin, Hamel, Simon 2015).

6. Voir aussi Poirer (2011) et Druetz (2016), sous l'angle des discriminations vécues par les diplômés d'ascendance subsaharienne en France.

7. Sur la « beurgéoisie », voir Hargreaves (1998), Leveau et Wihtol de Wenden (2007). Sur les élites politiques d'origine maghrébine voir Geisser (1997) et Tab (2014).

DES REMISES ÉCONOMIQUES AUX REMISES SOCIALES ET POLITIQUES

À partir des années 2000 et de la prise de conscience à l'échelle mondiale de l'importance des flux financiers générés par les migrants, un autre chantier de recherche sur les diasporas africaines en France a été inauguré : l'étude des remises économiques des migrants subsahariens et leur impact sur le pays d'origine, envisagé sous l'angle économique et financier (Azam et Gubert 2005 ; OCDE 2012). D'autres études, sociologiques et anthropologiques, se sont intéressées aux représentations et aux conséquences en termes de mobilités sociales générées par ces économies migrantes (Dia 2007 ; Grysole et Mbodj-Pouye 2017 ; Grysole et Bonnet 2020) tout comme la reproduction des hiérarchies sociales traditionnelles en migration (Sy 2000 ; Pelckmans 2013 ; Leservoisier 2017). Toute une série de travaux a interrogé l'essor des approches du co-développement et la volonté affichée des pouvoirs publics des « Nords » comme des « Suds » de valorisation des ressources de la migration, sur les plans nationaux comme locaux (OCDE 2012 ; Charef et Gonin 2005 ; Lacroix 2005 ; Kotlok et Semedo 2009 ; Lacroix 2010 ; Gonin et Kotlok 2014 ; Soukouna et Coulibaly 2014 ; Lima 2015 ; Vincent-Mory 2016 et 2018 ; Traoré 2023). Il devenait donc particulièrement urgent et intéressant d'étudier plus à fond les prolongements politiques et sociaux de cette nouvelle donne économique. La question des « *social remittances* », définies comme l'ensemble des « idées, comportements, identités et capital social qui circule au sein des communautés du pays de destination vers le pays d'origine » (Levitt 1998 : 927), fait désormais l'objet de travaux de plus en plus nombreux, mais qui étudient en priorité le transfert de normes unidirectionnel Nord-Sud, alors que les circulations sont plus complexes (Levitt 1998 ; Boccagni *et al.* 2016 ; Mazzuccato 2011 ; Lacroix *et al.* 2016). L'analyse des « *political remittances* », beaucoup plus récente, cherche encore un cadre théorique satisfaisant. Il est courant d'opérer une distinction entre « *homeland politics* », c'est-à-dire les activités politiques des migrants (au sens large) orientées vers le pays d'origine, et « *immigrant politics* », c'est-à-dire les activités politiques des migrants (au sens large) orientées vers leur pays d'installation (Østergaard-Nielsen 2003). La majorité des travaux, qui portent encore peu sur les diasporas africaines, s'intéresse soit à l'une, soit à l'autre de ces dimensions, et trop rarement à l'articulation des deux⁸.

Or les clés d'explication de l'engagement politique ne se trouvent ni exclusivement dans le pays d'origine ni exclusivement dans le pays

8. Pour la dimension *homeland politics*, voir par exemple Sheffer (2003) ; Lyons et Mandaville (2012) ; Lafleur (2013) ; Burgess (2014).

de destination, mais bien à l'intersection des deux⁹. Elles révèlent des formes de participation citoyenne hétérogènes et disparates, allant du vote à la candidature électorale¹⁰, de la carrière d'influenceur politique en ligne à celle de responsable de communication au niveau d'une association locale. La sociologie des migrants eux-mêmes est déterminante et ces profils ne peuvent s'étudier que dans leur double ancrage. C'est ce qui justifie l'intérêt d'opérer des terrains d'enquête « ici » et « là-bas », tout en ouvrant l'analyse à des formes d'engagement et de participation citoyenne moins formalisées et institutionnalisées, comme proposent de le faire les recherches présentées ici.

Une des originalités scientifiques des recherches inclues dans cet ouvrage est de dépasser l'alternative entre « *homeland politics* » et « *immigrant politics* » pour étudier les processus cumulatifs et circulatoires, plutôt qu'exclusifs ou alternatifs, de l'engagement citoyen en contexte diasporique, notamment à travers l'utilisation des nouvelles technologies de communication. Les rares travaux qui se sont penchés sur l'engagement politique des bi-nationaux ont justement montré, à l'encontre des théories unidimensionnelles de l'assimilation, que les plus « assimilés » dans le pays de résidence sont aussi ceux qui participent le plus à la vie politique du pays d'origine (Guarnizo, Portes et Haller 2003; Dedieu *et al.* 2013). S'il est des « territoires circulatoires » (Tarrus 1993), il est aussi, de plus en plus, des « citoyennetés circulatoires » ou « translocales », des « nations en réseaux » (Bernal 2014) et d'appartenances politiques en forme de « toile », tel l'Internet qui est aujourd'hui l'infrastructure primaire de ces circulations. Cette citoyenneté transnationale d'acteurs migrants multi-positionnés permet de comprendre comment les espaces locaux sont investis et pratiqués en relation avec d'autres espaces locaux (Lacroix 2023; Traoré 2025). Comme l'a montré Christophe Daum dès les années 1990 à propos de l'engagement associatif des Maliens de France, « l'action citoyenne vers le pays d'origine est ainsi un point d'appui [...] pour une citoyenneté dans le pays d'installation » (Daum 1998; voir aussi Daum et Le Guay 2005). On pourrait retourner la proposition : l'action citoyenne locale dans le pays d'installation est un point d'appui pour l'action citoyenne vers le pays d'origine. Autrement dit, citoyenneté longue-distance et citoyenneté locale s'imbriquent et se renforcent mutuellement. C'est la « double présence »

9. Lafleur (2013); Chaudary (2017); Umpierrez, Finn et Peltoniemi (2023); Superti (2023).

10. Sur la participation électorale des diasporas africaines aux élections de leurs pays d'origine, voir Dedieu *et al.* (2013); Hartmann (2015); Jaulin et Smith (2015); Chauvet *et al.* (2017); Whitaker et Wellman (2024).

qu'il faut interroger désormais, et non plus seulement la fameuse « double absence » (Sayad 1999).

L'autre ambition de l'ouvrage est d'ouvrir la comparaison au cas italien. Si les présences diasporiques ouest-africaines dans ce pays ont été bien étudiées, ces travaux restent assez peu connus en France¹¹. Plusieurs des chapitres de cet ouvrage apportent ainsi des éclairages empiriquement fondés sur ces contextes et invitent à croiser plus souvent l'étude de ces enjeux diasporiques et migratoires africains entre France et Italie¹².

LES MÉDIAS DIASPORIQUES AU-DELÀ DE LA QUESTION IDENTITAIRE

L'imbrication de ces différentes formes de citoyenneté a été renforcée à partir de la fin des années 1990 par l'appropriation des médias sociaux par les membres des diasporas. L'accélération des processus d'innovation technologique au cours des trois dernières décennies a donné aux médias et aux nouvelles technologies de communication une place centrale dans les débats concernant la participation politique des diasporas. L'introduction et la diffusion de ces technologies a participé à restructurer la relation entre pays d'origine et pays d'accueil, en faisant émerger des nouvelles possibilités politiques, des nouveaux processus de construction identitaire, ainsi que de nouvelles figures de la réussite économiques et professionnelles au sein des diasporas, comme dans les pays d'origine¹³. Depuis les années 1990, ces phénomènes ont fait l'objet d'un nombre croissant d'études qui se sont concentrées principalement sur les réseaux sociaux, en mettant l'accent en particulier sur l'impact que l'utilisation d'Internet a eu sur la création de l'espace public en contexte diasporique et sur les redéfinitions de la citoyenneté de membres des diasporas, en relation à leurs pays d'origine et d'accueil (Rigoni 2010; voir aussi le chapitre de Damome, Sossou et Todo-Alipiu dans le présent ouvrage).

Une analyse transversale des études produites jusqu'à aujourd'hui révèle l'omniprésence de la question « identitaire ». De nombreuses études se demandent si et comment les médias diasporiques (ou « minoritaires », ou « ethniques » – les débats sur la terminologie sont multiples) participent à transformer les liens avec les pays d'origine, renforçant

11. Pour le cas des Sénégalais en Italie par exemple, voir Mboup (2001), Riccio (2004), Sinatti (2005), Sinatti (2006), Riccio et Degli Uberti (2013).

12. Voir par exemple Vincent-Mory (2021) et la thèse de doctorat en cours d'Amadou Thiello sur la politisation des Sénégalais de France et d'Italie au laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM).

13. Pour une revue de cette littérature, voir Andersson (2019). Voir aussi Banégas et Warnier (2001).

parfois des formes de « *long-distance nationalism* » ou engendrant des processus d'enfermement dans des communautés imaginaires transnationales – les communautés diasporiques elles-mêmes (Anderson 1992 et 1996 ; Jedlowski 2023). Cette approche a été critiquée par la suite comme participant à la stigmatisation récurrente des diasporas dans le discours politique des pays d'accueil, en Europe comme ailleurs (Aksoy et Robins 2000 et 2003 ; Rouse 1995). Selon cette perspective critique, en effet, les analyses identitaires de la relation entre médias et diasporas sont le résultat de recherches exclusivement attentives aux contenus et peu sensibles à l'analyse des processus de production et de réception de ces médias. Une démarche ethnographique plus poussée montre, au contraire, que souvent les médias diasporiques, en permettant de combler la distance entre l'ici et l'ailleurs, entre pays d'origine et pays d'accueil, participent à une « démythologisation culturelle » des pays d'origine (Aksoy et Robin 2003 : 95). Dans certains cas, ces processus seraient à la base de formes de « désethnicisation » des diasporas (Milikowski 2000), ayant comme résultat un assouplissement du lien identitaire communautaire.

Dans le contexte des études sur les diasporas africaines, une telle critique tarde encore à être développée puisque, comme le souligne Victoria Bernal (2018 ; voir aussi Postill 2014), la plupart de ces études ne prennent pas en considération l'interrelation entre dimensions « *on-line* » et « *off-line* » des phénomènes étudiés, et restent donc concentrées principalement sur une analyse des contenus médiatiques, tout en marginalisant l'analyse des processus de production et réception de ces mêmes médias. Une analyse plus attentive à ces dimensions, comme celle proposée dans les recherches présentées dans cet ouvrage, permet de dépasser la méfiance avec laquelle les médias diasporiques ont souvent été regardés, pour mettre en lumière leur rôle dans la structuration et l'expression de la citoyenneté active des diasporas. C'est en effet en s'engageant dans la production culturelle (et médiatique en particulier) que les membres des diasporas produisent des nouvelles formes de narration de leur expérience, et développent des espaces publics alternatifs au sein desquels définir les contours spécifiques d'une citoyenneté transnationale et connectée.

CITOYENNETÉS ACTIVES, ENTREPRENEURIAT ET CÉLÉBRITÉ NUMÉRIQUE

D'un point de vue méthodologique, les recherches présentées dans cet ouvrage adoptent donc une approche visant à étudier ensemble les dimensions de l'« *on-line* » et de l'« *off-line* », de l'ici (pays d'accueil) et du

là-bas (pays d'origine), du contenu médiatique et des processus de sa production. Il s'agit de développer, autant que possible, un regard holistique et d'ensemble à même de montrer la nature complexe des formes de citoyenneté circulaire qui résultent de l'activisme et de l'entrepreneuriat politique des diasporas africaines sur la toile.

Le premier chapitre, écrit par Étienne Damome, Étienne Sossou et Joël Todo-Alipiu, complète cette introduction en proposant un point d'étape sur l'état de la littérature existante sur l'utilisation des médias sociaux par les diasporas africaines en France. Il fait le constat, d'une part, d'une littérature encore peu développée et donc, d'autre part, de l'importance de faire dialoguer ce corpus encore limité avec la littérature plus large concernant les engagements médiatiques des diasporas africaines et non africaines au-delà de la France – une opération d'autant plus légitime car l'Internet par définition dépasse les frontières et permet aux diasporas résidant dans différentes régions du monde d'être en contact entre elles ainsi qu'avec leurs pays d'origine. Dans une deuxième partie du chapitre, sur la base d'une étude exploratoire des médias sociaux diasporiques en France, les auteurs proposent une typologie générale à même de rendre compte de la variété des usages de ces médias. Ils proposent ainsi de les voir comme des outils technologiques qui permettent aux diasporas africaines résidant en France de s'informer sur leurs pays d'origine et sur les actualités concernant la diaspora elle-même; de permettre aux membres de la diaspora de communiquer entre eux et de rester en lien avec le pays d'origine; de participer à la vie politique des pays d'origine; et également de s'engager socialement et politiquement dans les pays d'accueil. Bien évidemment, ces différentes utilisations sont bien souvent simultanées et interdépendantes, mais la typologie que Damome, Sossou et Todo-Alipiu proposent permet de les identifier plus clairement pour en saisir la spécificité.

Le deuxième chapitre ouvre une première partie thématique dédiée à l'analyse des « communautés en réseaux », dans laquelle l'accent est mis sur des cas d'étude qui permettent d'explorer la manière dont des communautés nationales spécifiques (les Érythréens, les Congolais et les Ivoiriens) utilisent Internet comme espace de création d'une « nation en réseaux » (Bernal 2014), dans laquelle la communauté politique nationale, ses imaginaires et ses modes d'action se déterritorialisent, ouvrant la possibilité de réimaginer le politique en forme de toile. Le chapitre de Victoria Bernal¹⁴ – traduction d'un article paru en anglais en 2005 et devenu par la suite un classique des études anthropologiques

14. Victoria Bernal a été *Fullbright fellow* à Sciences Po Bordeaux et à la Chaire Diasporas africaines dans la période 2020-2021, contribuant à encadrer les recherches présentées dans

et sociologiques sur l'activisme politique des diasporas à travers les médias sociaux – se concentre tout précisément sur l'analyse d'un des premiers sites Internet diasporique à voir la lumière, www.dehai.org. Créé en 1992, ce site est devenu un espace central pour discuter la politique érythréenne, échanger des informations et maintenir une identité collective, tout en produisant un espace public diasporique déterritorialisé ouvert à la participation des membres des diasporas résidant aux États-Unis comme en Europe, mais aussi à des Érythréens restés au pays, dont des membres du régime (sous pseudonyme) soucieux d'intervenir dans des débats mettant explicitement en discussion leur légitimité. À travers cet exemple, Bernal montre ainsi comment l'espace publique diasporique, loin de se constituer en espace clos et autoréférentiel, produit la possibilité d'un lien « entre la diaspora et la nation » et « sert de terrain de conflit non violent dans un monde violent », marqué par la confrontation sanglante entre l'Érythrée et l'Éthiopie de la fin des années 1990 (Bernal, dans le chap. 2). Basé sur des données récoltées entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, ce chapitre nous permet entre autres de nous projeter dans une période à plein d'égards formatrice de tendances plus larges, empiriques comme analytiques, observables dans des cas d'études et des recherches successifs.

Dans le chapitre 3, Katrien Pype analyse une autre modalité par laquelle les médias sociaux permettent aux membres de la diaspora d'intervenir dans la vie politique de leur pays d'origine tout en consolidant des espaces publics déterritorialisés et transnationaux, caractérisés par une forte liberté d'expression, même lors de la circulation de propos extrêmes. Pype examine en particulier l'émergence, parmi les membres de la diaspora congolaise, d'une culture de diatribes violentes en ligne, connues sous le nom de *mbwakela*. Ce terme lingala, qui signifie « quelque chose qui est jeté à quelqu'un », désigne des insultes camouflées et indirectes, utilisées historiquement à Kinshasa entre co-épouses ou rivales. Aujourd'hui, le *mbwakela* a évolué pour devenir plus direct et explicite sur Internet, devenant l'une des modalités d'expression politique préférées de la diaspora congolaise. L'analyse de l'auteur se situe en relation aux dernières années du régime de Joseph Kabila (entre 2015 et 2019 approximativement) et explique que l'émergence de ce genre de *mbwakela* s'inscrit dans un contexte de double transformation : l'augmentation de l'accès à Internet, qui a enrichi et rendu instantanées les interactions entre la RDC et ses diasporas, et l'augmentation exponentielle des incertitudes politiques concernant le futur de la nation.

cet ouvrage sur la base de ses expériences de long terme sur la relation entre médias sociaux et diasporas africaines.

Le chapitre explore comment l'usage de l'Internet a permis aux Congolais à l'étranger de publier des critiques virulentes à l'égard du régime en place, contribuant ainsi à la formation du mouvement des Combattants, un mouvement connu pour ses actions violentes contre des représentants du gouvernement congolais (ou ses soutiens) en déplacement à l'étranger. Pype analyse également les caractéristiques esthétiques du *mbwakela* en ligne, en particulier son caractère indirect et sa capacité de dissimulation, soulignant l'importance de situer l'analyse des interactions ayant lieu sur les médias sociaux dans leur univers culturel et historique *off-line* de référence.

Le dernier chapitre de cette première partie (chap. 4), écrit par Roger Esson Nguessan, se concentre sur le cyberactivisme de la diaspora ivoirienne, un phénomène qui a pris de l'envergure après la crise post-électorale de 2010-2011 et le déplacement à l'étranger de nombreux opposants au nouveau régime d'Alassane Ouattara. Le chapitre s'intéresse particulièrement aux motivations des cyberactivistes, aux caractéristiques de leur engagement et aux défis qu'ils rencontrent. Après avoir analysé les facteurs qui ont conduit à l'apparition et à la consolidation du cyberactivisme parmi les membres de la diaspora ivoirienne au début des années 2010, Esson examine les trajectoires migratoires des cyberactivistes et les techniques qu'ils utilisent pour créer des contenus politiques en ligne. Il souligne en particulier l'existence de formes de financement des cyberactivistes diasporiques par les partis politiques ivoiriens, et met en lumière les défis que cela pose du point de vue de l'analyse des contenus publiés et de l'interprétation de leurs intentions politiques et économiques profondes.

La deuxième partie de cet ouvrage s'intéresse aux formes de citoyenneté active que les diasporas développent à cheval entre pays d'accueil et pays d'origine, avec trois chapitres qui se concentrent principalement sur les diasporas subsahariennes (en particulier nigériane, ivoirienne, sénégalaise et burkinabé) résidant en Italie. Le chapitre de Chiara Pilotto, qui ouvre cette partie, décrit les expériences de racisme vécues par la diaspora nigériane en Italie, en se concentrant sur l'impact de la diffusion de vidéos sur les réseaux sociaux. Les vidéos partagées sur les réseaux sociaux jouent un rôle crucial en documentant et en diffusant les violences racistes. Elles permettent aux membres de la diaspora de ressentir et de partager ces expériences, créant ainsi une forme de mémoire affective collective. Ces vidéos, souvent tournées par des amateurs, montrent des scènes d'arrestation violente et d'abus par la police italienne, comme celle d'un homme noir arrêté par plusieurs policiers, suscitant des réactions d'indignation et de solidarité au sein de la communauté nigériane. À travers son analyse, Pilotto montre comment la diffusion de ces vidéos

va au-delà de la simple documentation : elle affecte profondément les émotions et la perception de la violence raciste parmi les membres de la diaspora. La circulation des vidéos crée ainsi un sentiment d'urgence et de solidarité, tout en exacerbant la peur et la méfiance à l'égard des institutions italiennes. Les vidéos deviennent des outils pour exprimer la douleur collective et pour mobiliser la communauté contre le racisme systémique.

L'utilisation des médias sociaux afin de produire une nouvelle mémoire partagée et générer une mobilisation collective autour d'une cause commune est également au centre du chapitre d'Elisa Dainelli, qui s'intéresse tout particulièrement à l'activisme d'un certain nombre de panafricanistes résidant en Italie, et notamment à la trajectoire politique et biographique de l'un d'entre eux, Mohamed Konaré, un des cyber-activistes diasporiques les plus dynamiques et connus de la Péninsule. Comme l'analyse de Dainelli le montre, l'utilisation des réseaux sociaux par les membres de la diaspora résidant en Italie a subi une augmentation exponentielle pendant la pandémie de Coronavirus, permettant à des individus déjà très actifs politiquement dans le monde des associations diasporiques locales d'acquérir une nouvelle visibilité transnationale. Dans ce cadre, parler publiquement sur les médias sociaux leur a permis de « devenir les protagonistes d'un "réveil" imaginé de l'Afrique et de se concevoir comme des militants au service de l'émancipation des subalternes » (Dainelli dans le chap. 6). À travers une étude approfondie des contenus postés en ligne, enrichie par une connaissance fine des acteurs analysés, développée à travers plusieurs années d'expérience ethnographique au sein des associations diasporiques locales, Dainelli montre les convergences inattendues de la rhétorique panafricaniste de ces activistes avec la vision souverainiste et anti-migration de la droite italienne au pouvoir (représentée par des figures politiques comme celles de Matteo Salvini et Giorgia Meloni) ainsi qu'avec l'interprétation complotiste de l'actualité des mouvements antivaccin pendant la pandémie de Covid-19. La réinvention politique de l'histoire et de l'actualité se met ici au service de nouvelles formes de nationalisme panafricaniste qui considèrent la connaissance comme un instrument du pouvoir et qui voient donc dans la production et la diffusion d'une information afrocentrique la clé pour l'émancipation du continent et de ses diasporas¹⁵.

L'utilisation des médias sociaux par des membres d'associations diasporiques africaines en Italie est également au centre de la recherche d'Andrea Guida (chap. 7), qui se concentre en particulier sur le travail

15. Pour une étude récente sur les mobilisations afrocentriques en France, voir Auque-Pallez (2022).

des associations qui s'opposent à l'exploitation du travail agricole (le *caporalato*, dans le jargon italien). Dans ce contexte, la diaspora africaine en Italie a joué au fil de ces dernières années, et peut-être pour la première fois dans son histoire, un rôle de protagoniste sur la scène publique italienne, ce qui est certifié entre autres par la centralité médiatique des actions de protestation menées à ce sujet par certains de ses membres comme Aboubakar Soumahoro. En se positionnant, du point de vue ethnographique, auprès des protagonistes de ces associations, dans leur quotidien *off-line* et *on-line* (notamment celui des groupes WhatsApp créés pour la gestion et l'organisation interne d'une de ces associations, la Casa Sankara), Guida examine les tensions qui existent entre les différents acteurs qui composent ce paysage et interroge les différentes stratégies numériques quotidiennes mises en place pour mener à bien la lutte contre le *caporalato*, au-delà des actions plus conflictuelles et démonstratives mises en avant par les médias officiels.

L'ouvrage se termine par une dernière partie portant sur l'analyse des formes d'entrepreneuriat qui accompagnent l'activisme en ligne des diasporas africaines, et qui génèrent parfois des formes de célébrité numérique. Le monde des influenceuses «répat» au Sénégal est l'objet principal du chapitre 8 rédigé par Gilles Balizet. Comme bien d'autres chercheurs impliqués dans ce projet de recherche, Balizet s'est intéressé aux activités numériques qui font l'objet de son chapitre à cause des contraintes que la pandémie de Covid-19 a imposées à sa recherche – une recherche centrée sur l'analyse du phénomène de la migration de retour au Sénégal. Il a ainsi commencé à suivre les profils d'un certain nombre de femmes africaines ayant grandi en France et venant de s'installer au Sénégal depuis quelques années, qui ont fait de leur activité numérique une source de revenu principale. Comme Balizet le montre avec une grande richesse de détails et de nuance, la mise en scène du retour en Afrique sur les réseaux sociaux contribue à la «construction de leur visibilité» et au développement de leurs activités entrepreneuriales à la croisée du blog de voyage, de la production audiovisuelle, de la communication digitale et du coaching. Les dimensions du «présentiel», «distanciel», «*on-line*» et «*off-line*», entre lesquelles Balizet navigue tout au long de sa recherche, apparaissent indissociables pour ces entrepreneures souhaitant «participer au développement de l'Afrique» en favorisant les investissements de la diaspora sur le continent.

Tout en prolongeant l'analyse des interrelations entre activisme et entrepreneuriat numérique, le dernier chapitre de l'ouvrage (chap. 9), par Alessandro Jedlowski, se plonge dans l'étude du phénomène grandissant des humoristes youtubeurs afro-descendants actifs en France pour analyser la nature de leur engagement citoyen et les contours de

l'espace public diasporique que leur production artistique contribue à créer. Dans un contexte politique marqué par la montée de l'extrême droite et par la légitimation médiatique croissante de l'expression d'opinions racistes, islamophobes et nationalistes dans l'espace public, l'émergence de ces comédiens participe à produire un espace public alternatif. En se concentrant tout particulièrement sur le travail de trois comédiens particulièrement actifs sur les plateformes de partage comme YouTube et Instagram, Fadily Camara, Christian Nsankete (Dycosh) et Jean-Claude Muaka, ce chapitre montre comment le travail de la nouvelle génération d'humoristes diffère des sketches des premiers comédiens afro-descendants actifs en France en raison des opportunités et des contraintes spécifiques qu'offrent les médias sociaux. Grâce aux nouvelles technologies médiatiques, en effet, le travail de ces comédiens s'adresse à la fois aux diasporas africaines présentes en France et aux publics des pays d'Afrique et des Caraïbes liés à la France par les héritages de l'expérience coloniale, dépassant ainsi toute définition étroite de médias communautaires pour s'adresser à des publics que l'on pourrait définir comme afropolitains. Le travail de ces humoristes a des répercussions à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la nation, et « convoque des publics qui existent au-delà de leur statut de minorités ou de diasporas ; des publics qui ont des références culturelles afropolitaines et sont interconnectés transnationalement ; dont les préoccupations politiques incluent mais dépassent également les questions liées à la représentation raciale en France ; des publics intéressés par des questions plus vastes sur la place de l'Afrique et des Noirs dans l'avenir du monde » (Jedlowski dans le chap. 9).

Tout en étant étroitement liés entre eux, ces différents chapitres permettent d'avoir une vue d'ensemble de la variété et de la complexité des usages politiques des médias sociaux par les diasporas africaines résidant en France et en Italie. Ils offrent des pistes de réflexions et ouvrent de nouveaux champs d'enquête, dans l'espoir d'encourager d'autres recherches à s'intéresser à ce phénomène qui occupe une place centrale dans l'évolution sociale et politique de nos sociétés.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aksoy A. et Robins K., « Thinking across spaces: Transnational television from Turkey », *European Journal of Cultural Studies*, 3 (3), 2000 : 343-365.
- , « Banal transnationalism: The difference that television makes », in K. H. Karim (éd.), *The Media of Diaspora*, Londres, Routledge, 2003 : 102-117.
- Anderson B., *Long Distance Nationalism: World Capitalism and the Rise of Identity Politics*, Amsterdam, CASA, 1992.

- , *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.
- Andersson K. B., « Digital diaspora: An overview of the research areas of migration and new media through a narrative literature review », *Human Technology*, 15 (2), 2019 : 142-180.
- Ang I., « Migration of chineseness », *Journal of the South Pacific for Commonwealth Literature and Language Studies*, n° 34-35, 1993 : 3-15.
- Appadurai A., *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.
- Auque-Paliez Y., « Libérer l'Afrique ou se libérer soi-même ? Mobilisations politiques et identitaires des militants panafricanistes afrocentriques en Île-de-France », *Études de la Chaire Diasporas africaines*, n° 2, 2022 : 1-99.
- Azam J.-P. et Gubert F., « Those in Kayes. The Impact of Remittances on Their Recipients in Africa », *Revue économique*, vol. 56, n° 6, 2005 : 1331-1358.
- Banégas R. et Warnier J.-P., « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n° 82, 2001 : 5-23.
- Barou J., *Travailleurs africains en France, rôle des cultures d'origine*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1978.
- Bauböck R., « Stakeholder Citizenship and Transnational Political Participation: A Normative Evolution of External Voting », *Fordham Law Review*, 75 (5), 2007 : 2393-2447.
- Bava S., *Routes migratoires et itinéraires religieux. Des Sénégalais mourides entre Touba et Marseille*, Paris, Panafrika, 2017.
- Bayart J.-F., « Le politique par le bas en Afrique noire. Question de méthode », *Politique africaine*, n° 1, 1981 : 53-82.
- Beauchemin C., « Profil démographique des personnes d'origine subsaharienne en France », *Études de la Chaire Diasporas africaines*, n° 2, 2020 : 1-37.
- Beauchemin C. et Grysole A., « Les allers-retours des enfants de l'immigration subsaharienne : "les filles ou les garçons d'abord ?" », *Migration et Société*, n° 147-148, 2013 : 127-142.
- Beauchemin C., Hamel C., Simon P. (dir.), *Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, Ined, coll. « Grandes Enquêtes », 2015.
- Bernal V., *Nation as Network: Diaspora, Cyberspace, and Citizenship*, Chicago, University of Chicago Press, 2014.
- , « Digital media, territory, and diaspora: The shape-shifting spaces of Eritrean politics », *Journal of African Cultural Studies*, online first, 2018 : 1-15.
- Bernard C., Chauvet L., Gubert F., Mercier M., Mesple-Somps S., *La dynamique associative des Maliens de l'extérieur : enseignements tirés de deux dispositifs d'enquête originaux*, Working Paper, Paris, IRD, 2013.
- Bertoncello B. et Bredeloup S., *Colporteurs africains à Marseille. Un siècle d'aventures*, Paris, Autrement, 2004.

- Blanchard M., « Entre logiques de redistribution et volonté d'entreprendre : les relations complexes des migrantes sénégalaises avec leurs familles d'origine », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 27, 2011 : 139-159.
- Blanchard P., *La France noire, trois siècles de présences*, Paris, La Découverte, 2011.
- Blanchard P., Deroo E., Manceron G., *Le Paris noir*, Paris, Hazan, 2001.
- Blum F., « Ce que les indépendances firent à la FEANF : des étudiants en diaspora face à leurs États », in F. Blum, P. Guidi, O. Rillon, *Étudiants africains en mouvements : contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016 : 265-279.
- , « Une élite en fabrication. Étudiants africains en France dans les années 1950-1960 », in M. Amar et N. L. Green, *Migrations d'élite. Une histoire-monde XVI^e-XXI^e siècles*, Presses universitaires François-Rabelais, 2022 : 207-227.
- Boccagni P., « Reminiscences, patriotism, participation: Approaching external voting in Ecuadorian immigration to Italy », *International Migration*, 49 (3), 2011 : 76-98.
- Boccagni P., Lafleur J.-M., Levitt P., « Transnational Politics as Cultural Circulation: Toward a Conceptual Understanding of Migrant Political Participation on the Move », *Mobilities*, 11 (3), 2016 : 444-463.
- Boittin J. A., « Black in France. The Language and Politics of Race in the Late Third Republic », *French Politics, Culture & Society*, 27 (2), 2009 : 23-46.
- Bourgouin F., « Des individualistes globaux : ruptures et discontinuités dans les familles d'élites africaines transnationales », *Autrepart*, n° 57-58, 2011 : 299-314.
- Bréant H., « Étudiants africains : des émigrés comme les autres. Sélectivité sociale du visa et (im)mobilités spatiales des étudiants internationaux comoriens et togolais », *Politix*, n° 123, 2018 : 195-218.
- Bredeloup S., « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 125, 2008 : 281-306.
- Brouard S. et Tiberj V., *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- Bruijn M. de, « Expressions of duress on Facebook by Chadian urban youth in the diaspora and N'Djaména », *Conflict and Society*, 4 (1), 2018 : 259-274.
- Burgess K., « Unpacking the Diaspora Channel in New Democracies: When Do Migrants Act Politically Back Home? », *Studies in Comparative International Development*, 49 (1), 2014 : 13-43.
- Certeau M. de, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.
- Charef M. et Gonin P. (dir.), *Émigrés-immigrés dans le développement local*, Agadir, Éditions Sud-Contact, 2005.
- Chathuant D., « L'émergence d'une élite politique noire dans la France du premier 20^e siècle ? », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 101, 2009 : 133-147.

- Chaudhary A., « Voting Here and There: Political Integration and Transnational Political Engagement among Immigrants in Europe », *Global Networks*, 2017.
- Chauvet L., Gubert F., Jaulin T., Mesplé-Somps S. (dir.), *Migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ?*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2017.
- Chivallon C., « Diaspora : ferveur académique autour d'un mot », in W. Berthomière et C. Chivallon (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain. Un état des lieux*, Paris/Pessac, Karthala/MSH, 2006 : 1-5.
- Cissé M., *Parole de sans-papiers*, Paris, La Dispute, 1999.
- Clifford J., *Routes: Travel and Translation in the Late Twentieth Century*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.
- Daum C., *Les associations de Maliens en France. Migration, développement et citoyenneté*, Paris, Karthala, 1998.
- Daum C. et Le Guay C., « Le Mali, sa démocratisation et ses émigrés », *Hommes & Migrations*, n° 1256, 2005 : 103-114.
- Dedieu J.-P., « L'intégration des avocat africains dans les barreaux français », *Droit et société*, n° 56-57, 2004 : 209-229.
- , *La parole immigrée. Les migrants africains dans l'espace public en France (1960-1995)*, Paris, Klincksieck, 2012.
- Dedieu J.-P., Gubert F., Chauvet L., Mesple-Somps S., Smith E., « Les "batailles" de Paris et de New York. Une analyse du comportement électoral transnational des migrants sénégalais en France et aux États-Unis », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 5, 2013 : 865-892.
- Dedieu J.-P. et Mbodj-Pouye A., « The Fabric of Transnational Political Activism: "Révolution Afrique" and West African Radical Militants in France in the 1970s », *Comparative Studies in Society and History*, 60 (4), 2018 : 1172-1208.
- Dewitte P., *Les mouvements nègres en France, 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1985.
- Dhume F., « L'émergence d'une figure obsessionnelle : comment le "communautarisme" a envahi les discours médiatico-politiques français », *Revue Asylon(s)*, n° 8, 2010.
- Dia H., « Les investissements des migrants dans la vallée du fleuve Sénégal : confiance et conflits d'intérêt », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n° 3, 2007 : 29-49.
- Dia O. et Colin-Noguès R., *Yâkâré. Autobiographie d'Oumar*, Paris, Maspero, 1982.
- Diakité T. et M'Dela-Mounier N., *L'immigration n'est pas une Histoire sans paroles*, Ploërmel, Éditions Les oiseaux de papier, 2008.
- Diarra S., « Les travailleurs africains noirs en France », *Bulletin de l'IFAN*, série B, vol. 20, n° 3, 1968 : 961-963.
- Diop A. M., « Le mouvement associatif négro-africain en France », *Hommes et Migrations*, n° 1132, 1990 : 15-20.
- Druez E., « Réussite, racisme et discrimination scolaires : l'expérience des diplômé-e-s d'origine subsaharienne en France », *Terrains & travaux*, n° 29, 2016 : 21-41.